
Déclaration de la fédération SUD éducation

Un étudiant s'immole par le feu ; la ministre s'inquiète de l'état de son portail

Madame la ministre,

Le vendredi 8 novembre 2019, un étudiant de l'Université Lumière-Lyon 2, un camarade de Solidaires Etudiant-e-s, a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant par le feu devant le CROUS de Lyon. Notre camarade l'a exprimé clairement : son acte est la conséquence de politiques successives et continues de précarisation des conditions d'existence des étudiant-e-s.

Mardi dernier 12 novembre, des milliers d'étudiant-e-s, de membres du personnel de l'Enseignement supérieur et de la recherche, et tout simplement de citoyen-ne-s ému-e-s, se sont rassemblées devant les sièges des CROUS de nombreuses villes pour affirmer leur solidarité avec cet étudiant et dénoncer la précarité qui touche massivement les étudiant-e-s.

Cette reconnaissance, par la communauté universitaire, des conditions dégradées de vie et d'études des étudiant-e-s, contraste avec la réaction indigne de votre gouvernement et du Président de la République. Le 14 novembre, ce dernier déclarait ainsi lors d'un déplacement : « *C'est vraiment un cas particulier. J'ai vu les*

revendications de ce jeune homme mais il y a aussi une fragilité. »

Ainsi, confronté au geste d'un étudiant poussé à bout par un système de bourses punitif, à la détermination de celui-ci à faire reconnaître les motivations politiques de son action et les causes structurelles qui l'y ont mené, votre gouvernement et le Président de la République opposent le déni : dans la réalité alternative de vos politiques néolibérales, il n'est pas de question sociale qui ne soit soluble dans des cas particuliers et des fragilités individuelles.

Pire, à l'issue de la journée de mobilisation de mardi dernier, votre Ministère publiait un communiqué ciblant « *les violences et les dégradations qui ont eu lieu en marge des rassemblements qui se sont tenus aujourd'hui devant les Crous et dans certaines universités, ainsi qu'au ministère de l'Enseignement supérieur, dont l'une des portes d'entrée a été enfoncée, donnant ainsi lieu à une brève intrusion* ».

On eut aimé que vous soyez aussi prompte à vous indigner de la précarité qui touche les étudiant e s, et plus largement la jeunesse de notre pays. Mais non ! Vous préférez communi-

quer sur l'état du portail d'entrée de votre ministère. C'est une parfaite illustration de la rhétorique scélérate de votre gouvernement, qui depuis plus d'un an maintenant, nous explique que les dommages causés aux biens sont non seulement d'une importance supérieure aux souffrances imposées aux classes populaires par des politiques injustes, mais qu'elles légitiment que votre police mutile et que votre justice emprisonne.

Vous avez amplement mérité le sobriquet de « Ministre déléguée à l'Indépendance supérieure » dont nos camarades de Solidaires Etudiant-e-s vous ont affublé. Nous rejoignons également ces dernier-e-s dans leur analyse de la précarité étudiante et dans leur exigence d'action. Dans le courrier que nos camarades vous ont adressé, reproduit dans le quotidien *Libération*, Solidaires Etudiant-e-s affirme que « *Le problème [de la précarité] n'est pas individuel, il est général et social* ». Illes le font chiffres à l'appui :

- 8 % des étudiant-e-s ont pensé à se suicider dans l'année, contre 3 % des 15-30 ans dans la population générale ;
- 43 % des étudiant-e-s renoncent aux soins ; parmi elles et eux, 51 % disent qu'ils et elles n'en ont pas les moyens financiers ;
- pour subsister, près de la moitié des étudiant-e-s travaillent.

Pour ce qui est des revendications, nous faisons nôtres les leurs et reprenons ici la fin de leur tribune :

« Pour que des drames comme celui du 8 novembre ne puissent plus jamais arriver, notre pays, riche comme jamais dans son histoire, doit rendre l'enseignement supérieur plus égalitaire, plus juste, plus équitable, véritablement ouvert et accessible à tous et toutes. A cette fin, nous revendiquons la mise en place des mesures suivantes.

En matière d'aides sociales :

- *la hausse immédiate des aides sociales destinées aux étudiant-e-s (bourses), ainsi que l'augmentation du nombre de ses bénéficiaires, pour que tous et toutes puissent étudier dans des conditions d'existence dignes ;*
- *le traitement des dossiers et le versement de ces aides et bourses en temps et en heure, ce qui passe par l'embauche de personnels au Crous ; [car ce ne sont pas les agents des CROUS qui sont responsables de cette situation, mais bien celles et ceux qui définissent cette politique d'exclusion et de régression sociale !]*
- *l'ouverture des Régimes spéciaux étudiants aux étudiant-e-s boursier-e-s ;*
- *l'amorce de réflexions autour de l'accès tout au long de la vie à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle par la*

mise en place d'une sixième branche de la sécurité sociale consacrée à la formation et d'un salaire étudiant.

- *l'extension de l'offre locative par la réquisition de tous les logements vides, parfois depuis des années.*

En matière de logement et de restauration, nous revendiquons

En matière de santé et de transports, nous revendiquons

- *l'arrêt de l'augmentation continue de la part étudiante dans le prix des repas en restaurant universitaire et l'augmentation de la part étatique ;*
- *la simplification des démarches d'accès aux aides d'urgence et l'augmentation du budget qui leur est alloué ;*
- *le lancement rapide d'un plan de construction de logements sociaux et de cités universitaires afin de pouvoir accueillir à un prix décent les étudiant-e-s au plus près des lieux d'études, avec comme objectif minimal à trois ans d'y loger 10 % d'entre nous (contre 6 % actuellement) ;*
- *la réhabilitation des résidences dégradées et insalubres (sans perte de places et avec relogement des ancien-ne-s occupant-e-s) et leur adaptation pour pouvoir accueillir les étudiant e s en situation de handicap ;*
- *dans les logements Crous, le respect de la trêve hivernale et la transformation des droits d'occupation précaires en baux de droit commun ;*

- *le renforcement massif des services de santé (physique et psychique) universitaires en termes de moyens, de personnel et de publicisation afin de pouvoir accueillir dans les plus brefs délais et dans les meilleures conditions les étudiant-e-s qui en ont besoin, dans des délais raisonnables, voire en urgence ;*
- *la mise en place de la gratuité dans les transports en commun pour les étudiant-e-s, directement au niveau étatique ou par subvention aux collectivités territoriales.*

De manière générale, nous revendiquons

- *l'arrêt des politiques racistes à l'encontre des étudiant e s et universitaires extracommunautaires en accordant les visas et titres de séjours nécessaires aux activités de formation et de recherche et en abrogeant la hausse des frais d'inscription ;*
- *le gel puis la diminution jusqu'à suppression des frais d'inscription pour tous et toutes ;*
- *l'arrêt des politiques de casse des services publics qui précarisent (en matière de santé, du*

transport, de logement, etc.) une partie toujours croissante d'entre nous et, plus généralement, de la population résidant en France.

Nous savons pertinemment que nos revendications demandent un certain budget et des financements considérables, mais nous savons tout aussi pertinemment que les moyens existent, ils sont déjà entre les mains de l'Etat. En effet, la suppression du Crédit impôt recherche (dont l'efficacité a été maintes fois critiquée) rapporterait 6 milliards d'euros chaque année au budget de l'enseignement supérieur et la recherche. De même, une fortune a été budgétée pour le « Service national universel » alors que cet argent pourrait être utilisé à bon escient pour améliorer nos conditions de vie et d'études, et permettre à tous et toutes d'accéder à l'enseignement supérieur au lieu de sélectionner à l'entrée. »

Nous venons d'entendre l'annonce par Monsieur le directeur du cabinet de l'ouverture de « discussions » (!) sur les modalités d'accès aux aides

d'urgence, sur l'accès aux soins, etc. Nous venons d'entendre un long discours concerné annonçant... des chantiers, « sans interdit de discussion » mais sans engagement non plus. Il faudrait des réponses durables, dites-vous, ne pas être dans la réaction immédiate. Nous sommes d'accord ; nous en avons vainement cherché la trace dans le budget à l'ordre du jour aujourd'hui. Dommage qu'il ait fallu une victime médiatisée pour que des discussions soient simplement ouvertes, alors que la précarité étudiante est connue et dénoncée depuis longtemps. Et pourquoi ces financements qui seraient désormais disponibles sont-ils restés inutilisés jusqu'ici, alors que de telles situations dramatiques existaient déjà ?

Notre question est simple, Madame la Ministre : avez-vous réellement l'intention d'utiliser les vastes moyens de votre Ministère en faveur des conditions d'existence et des conditions d'études des étudiant-e-s, ou préférez-vous continuer à communiquer sur l'état de votre portail ?